



L'Europe au quotidien

# Réforme de la PAC : vraie remise à plat ou simples mesurette, le bras de fer a commencé

LE DIMANCHE 4 DÉCEMBRE 2011 À 05:12

Ce sera l'un des principaux chantiers européens de l'année 2012: la réforme de la politique agricole commune, la plus importante des politiques européennes, 55 milliards d'euros, soit 45% du budget de l'Union. Bruxelles vient de faire ses propositions pour une PAC plus écologique, mais aussi plus équitable. Elles sont désormais débattues au Parlement européen et dans les Etats membres. L'eurodéputé José Bové craint qu'au-delà des bonnes intentions, le lobby agro-industriel finisse par l'emporter.

Une politique agricole commune plus verte et plus juste. Plus efficace et plus compétitive. C'est l'objectif de la Commission européenne pour après 2013. Bruxelles propose de lier une partie des aides au respect de l'environnement, et de rendre la PAC plus équitable, en plafonnant les subventions, et en parvenant à une meilleure répartition. Les agriculteurs italiens ou grecs reçoivent actuellement 400 euros par hectare contre moins de 100 pour les lettons.

Plus précisément, il s'agit de remettre une partie des terres en jachère, de verser 30% des aides aux exploitations qui diversifient leur culture, maintiennent des pâturages permanents et préservent la biodiversité. Des pratiques agricoles simples dont les effets ne sont plus à démontrer, souligne Bruxelles, alors que l'Europe a pendant des années poussé les agriculteurs sur la voie du productivisme.

Autre mesure phare : le plafonnement des aides. Elles seront dégressives à partir de 150.000 euros par an et par ferme, et ne pourront plus dépasser les 300.000 euros. L'Allemagne ou le Royaume-Uni sont contre ce plafonnement, pas étonnant quand on sait que les fermes de la Couronne d'Angleterre engrangent chaque année des centaines de milliers d'euros de subventions, et brandissent le risque d'un morcellement des grandes exploitations. Ce qui est faux. Il y a de plus en plus de grandes exploitations, ce sont les petites fermes qui disparaissent.

La réforme vise d'ailleurs précisément à aider les petites fermes, les régions en difficultés, et les jeunes agriculteurs qui souhaitent s'installer. Surtout elle doit permettre de ne subventionner que les agriculteurs actifs, et non plus des aéroports ou des clubs de golfs comme par le passé. De

## Sur le même thème

540 jours après les législatives, la Belgique a officiellement un gouvernement

05 DÉCEMBRE 2011

Russie : des milliers de manifestants contre le résultat des élections

05 DÉCEMBRE 2011

Propos germanophobes: Nicolas Sarkozy appelle à ne pas "jouer avec l'histoire"

05 DÉCEMBRE 2011

Victoire de justesse pour la Russie Unie de Vladimir Poutine

05 DÉCEMBRE 2011

Crise de l'euro : Merkel -

payer à l'hectare et non plus à la production, pour favoriser une agriculture extensive, ce qui d'ailleurs ne plaît pas beaucoup à la France. La France qui continuera à être le principal bénéficiaire de cette PAC.

Car ces propositions sont loin de faire l'unanimité. Alors que les chambres d'agriculture critiquent les critères de verdissement trop élevés, la droite une compétitivité insuffisante, pour les écologistes tout cela ne va pas assez loin : l'Europe rate l'opportunité d'une réforme en profondeur; ils parlent de "capitulation en rase campagne". L'eurodéputé du groupe des Verts José Bové, vice-président de la Commission agriculture et développement rural du Parlement européen, regrette le fossé entre les bonnes intentions affichées au départ et les mesures chiffrées présentées. Il se dit inquiet, et en appelle aux citoyens pour qu'ils continuent à se saisir de ce débat.

Si vous souhaitez contacter José Bové ou faire connaître votre avis au député européen de votre circonscription, vous pouvez leur écrire par mail : prénom.nom@europarl.europa.eu.

Vous trouverez tous les détails de cette proposition de réforme sur le site de la Commission européenne, [http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/index_fr.htm)

Ces propositions vont faire l'objet d'âpres discussions entre la Commission, le Parlement européen et les 27 Etats membres. Entrée en vigueur prévue en 2014.

Sarkozy pour un "nouveau traité" européen et une règle d'or "renforcée et harmonisée"

05 DÉCEMBRE 2011

Par



Anja Vogel

---

## Derniers rendez-vous

04 décembre 2011

**Réforme de la PAC : vraie remise à plat ou simples mesurettes, le bras de fer a commencé**

27 novembre 2011

**Faciliter la mobilité professionnelle tout en protégeant les citoyens**

20 novembre 2011

**L'Europe veut coordonner les règles du jeu**

---